

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 NANTES

NANTES, le 07/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/01/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**
Société d'Energie Eolienne de Campbon
7 rue du parc de Clagny
78000 VERSAILLES

Références : N4-2023-149
Code AIOT : 0006306637

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2023 dans l'établissement Société d'Energie Eolienne de Campbon implanté la bosse Marion 44750 CAMPBON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société d'Energie Eolienne de Campbon
- la bosse Marion 44750 CAMPBON
- Code AIOT : 0006306637
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de la société d'énergie éolienne de Cambon, situé sur la commune de Campbon est composé de 5 éoliennes de 2,5 MW chacune et d'un poste de livraison, représentant une puissance totale installée de 12,5 MW. Le modèle d'éolienne est Nordex N90/2500. La société WPO assure le suivi du site en sa qualité d'assistance à l'exploitation. La société NORDEX assure la maintenance des éoliennes. Il s'agit d'un parc ayant obtenu son permis de construire par arrêté préfectoral du 31 mai 2007 modifié le 9 août 2010. Ce parc a obtenu par ailleurs le bénéfice de l'autorité pour l'autorisation d'exploitation au titre des ICPE par accusé réception préfectoral du 12 juillet 2012. La mise en service du parc date du 1er septembre 2009. Un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires (bridage en faveur des chiroptères, suivis environnemental et acoustique) a été signé le 5 octobre 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- impacts sur la faune volante
- bruit
- maintenances des éoliennes

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi environnemental – suite précédente visite du 27/07/2022	Arrêté Préfectoral du 05/10/2020, article 3.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Bruit – suite précédente visite du 27/07/2022	Arrêté Préfectoral du 05/10/2020, article 3.2	/	Sans objet
3	RA- Maintenance des éoliennes – suite précédente visite du 27/07/2022	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	/	Sans objet
4	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
5	Consignes de sécurité (affichage terrain)	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
6	Maintenance des éoliennes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
7	Maintenance des éoliennes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	/	Sans objet
8	Maintenance des éoliennes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en oeuvre effective du bridage en faveur des chiroptères prescrit dans l'APC du 5/10/2020 doit être impérativement sécurisée dès 2023, car beaucoup de problèmes de dysfonctionnement de ce bridage sont observés en 2022 (230 heures de non fonctionnement en conditions de bridage réunies, enregistrées par l'exploitant de mars à octobre) . Cela en particulier en raison de l'utilisation du système ProBat pour implémenter ce bridage, système qui ne semble pas être au point dans son fonctionnement, notamment s'agissant de la communication avec les éoliennes. Le suivi environnemental post-implantation est à renouveler en 2023 pour vérifier l'efficacité du bridage une fois sa mise en oeuvre sécurisée.

Un bridage acoustique en période nocturne a été mis en place et vérifié par un second constat sonore post implantation.

La maintenance des éoliennes est à jour au moment de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental – suite précédente visite du 27/07/2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2020, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Protection faune volante
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans les plus brefs délais et avant le 1er septembre 2020, l'exploitant met en place un plan de

bridage du parc éolien consistant en l'arrêt des cinq éoliennes du parc, de la semaine 12 à la semaine 43 incluse, lorsque la vitesse du vent est inférieure à 6 m/s, la température > 10 °c et en absence de pluie, pour les horaires compris entre 1/2 heure avant la tombée de la nuit et jusqu'à 1/2 heure après le lever du jour.

Toute modification de cette régulation doit être préalablement justifiée au regard des bilans des suivis de mortalité et d'activité indiqués ci-dessous.

Afin de vérifier le faible impact résiduel du parc et l'efficacité du plan de bridage précité, l'exploitant met en place, au plus tard à compter du 20 mars 2021, conformément à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié et au protocole ministériel de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres en vigueur :

— un suivi de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères, à raison, à minima, d'un passage par semaine pour chaque éolienne, de la semaine 12 à la semaine 43 incluse. Ce suivi doit prévoir des tests d'efficacité de l'observateur et de persistance des cadavres, à réaliser sous chaque éolienne, sur la période pré-citée.

— un suivi d'activité des chiroptères associé au suivi de mortalité pré-cité, de la semaine 12 à la semaine 43 incluse, réalisé par des enregistrements automatiques au niveau des pales, en continu (1/2 h avant le coucher du soleil jusqu'à une 1/2 h après le lever du soleil), à effectuer sur un cycle biologique complet, corrélés avec les données météorologiques correspondantes (vitesse de vent, température, précipitations).

[...]

En fonction des résultats annuels de ces suivis, le plan de bridage pré-cité sera renforcé ou optimisé, en tant que de besoin. Les suivis pré-cités, possiblement ciblés sur les périodes de forte activité, sont reconduits sur l'année qui suit toute modification du plan de bridage, en vue de vérifier l'efficacité du nouveau plan de bridage, puis tous les 10 ans en absence d'impact significatif constaté.

Constats : Par mail du 30/08/2022, l'exploitant confirme qu'un bridage est bien implémenté : bridage sur paramètres sans détection, selon l'exploitant. **Cette affirmation n'est toutefois pas en phase avec le rapport ProBat 2021 qui indique «la mise en place du système dynamique de mars à octobre 2021, sur les cinq éoliennes réglées à 90 % de couverture de l'activité ».** Le rapport précise que « La mobilisation de cet outil a été soumise à la validation des services instructeurs. Leur accord a abouti à la mise en place et au fonctionnement de ProBat depuis mars 2021 sur le parc éolien de Campbon. », ce qui n'est pas le cas : **refus de l'administration et demande de mise en place explicite du bridage préventif prescrit par l'APC du 05/10/2020.** Le bureau d'études Ouest AM', en conclusion du suivi 2021, demande la reconduction de ce bridage pendant toute la durée d'exploitation du parc éolien.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a fourni le rapport intermédiaire de Sens of Life de septembre 2022, qui évoque le fonctionnement d'un bridage à seuil (selon le bridage prescrit dans l'APC précité). L'exploitant, en séance, explique que le "bat module" de Nordex, installé à l'origine sur les machines, n'est pas satisfaisant pour la bonne implémentation du bridage. Le système ProBat est donc utilisé pour l'activation de ce bridage. L'exploitant fait état de **nombreux dysfonctionnements de ce système en 2022**, du fait notamment de ruptures de communication ou de mauvaise communication avec les éoliennes. Cela est en partie dû, selon l'exploitant, au fait que le PC de commande ProBat était situé à Montpellier. Il a été rapatrié sur site en cours d'année 2022, dans le poste de livraison (vu sur site). Ainsi, sur la période de bridage en 2022, l'exploitant a enregistré **156 h de mauvais fonctionnement du bridage** (éoliennes en marche alors que les paramètres du bridage fixe sont réunis) **de mai à juillet**, auxquelles s'ajoutent environ **74 h de dysfonctionnements de août à fin octobre**. L'exploitant indique être en cours d'échanges avec le bureau d'étude Sens Of Life, afin de régler ces problèmes de dysfonctionnement.

En ce qui concerne la mise en place des mesures proposées par Ouest AM en faveur des oiseaux, l'exploitant indique avoir choisi une mesure de fauche tardive sur 100 ml le long du fossé bordant l'accès à l'éolienne E1. Cela en faveur de l'Épervier d'Europe et du Pinson des arbres. Sur site, cette

<p>zone est constatée en prairie pâturée, clôturée le long du fossé. Elle est directement située, pour une grande partie, à l'aplomb des pales de l'éolienne. Le bureau d'étude préconisait "une gestion différenciée" de prairie sur 2 m à l'abord de haies ou de lisière.</p> <p>Concernant l'Alouette lulu, aucune mesure n'est encore définie à ce stade.</p>
<p>Observations :</p> <p>Les contradictions entre les rapports de fonctionnement de ProBat en 2021 (système dynamique en place) et en 2022 (bridage fixe seul) ne permettent pas à l'inspection des ICPE de vérifier précisément quel bridage (fixe ou dynamique) a été réellement appliqué sur ces deux années. Il est rappelé à l'exploitant que le bridage dynamique est en cours d'expérimentation dans le département et sa mise en œuvre n'a pas été autorisée par les services, à ce stade, sur le parc éolien de Campbon.</p> <p>=> le bridage fixe prescrit est maintenu pour l'exploitation du parc et doit être appliqué.</p> <p>L'ampleur des dysfonctionnements de bridage en faveur des chiroptères, observés sur l'année 2022, n'est pas acceptable :</p> <p>=> sous 1 mois, l'exploitant fait part des mesures correctives qui seront apportées en 2023 pour corriger ces dysfonctionnements ;</p> <p>=> le suivi de mortalité de l'avifaune et des chiroptères est renouvelé en 2023, selon le protocole de suivi environnemental post-implantation en vigueur : il doit s'étendre sur la période de bridage, soit de la semaine 12 à la semaine 43.</p> <p>La mesure de fauche tardive prévue par l'exploitant n'est pas en phase avec les préconisations du bureau d'étude, dans le rapport de suivi 2021. De plus, elle est contreproductive car située à l'aplomb de l'éolienne E1: elle créerait donc une zone attractive pour l'avifaune, sous l'éolienne, augmentant de fait le risque d'impact par collision.</p> <p>=> En 2023, l'exploitant doit mettre en œuvre les mesures en faveur des oiseaux préconisées dans le rapport du suivi environnemental mené en 2021 : elles concernent l'alouette lulu (mesure à définir), l'Épervier d'Europe et le Pinson des arbres (gestion différenciée de prairies aux abords de haies et/ou lisières). Ces mesures doivent être situées à plus de 200 mètres des éoliennes du parc.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Bruit – suite précédente visite du 27/07/2022

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2020, article 3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Impact des émissions sonores du parc</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise, à ses frais, une nouvelle campagne de mesure des émissions sonores. Cette étude est menée par une personne ou un organisme qualifié.</p> <p>Les mesures sont effectuées selon les dispositions prévues par l'article 28 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement. Les emplacements de mesure sont définis de façon à apprécier le respect du niveau de bruit maximal de l'installation et des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée. Ces emplacements incluent a minima les points de mesure retenus lors du précédent contrôle.</p> <p>Le contrôle est réalisé dans les conditions de fonctionnement prenant en compte, le cas échéant,</p>

<p>le plan de fonctionnement aménagé pour chaque machine (mesures de bridage ou d'arrêt des aérogénérateurs) pouvant être ajusté en cas de besoin dans l'objectif de respecter les valeurs limites réglementaires.</p> <p>Les résultats de la campagne de mesures sont transmis dans les 3 mois suivant la fin de cette campagne à l'Inspection des installations classées avec les commentaires et propositions éventuelles d'aménagement du plan de fonctionnement.</p> <p>En cas de dépassement des seuils réglementaires définis par l'article 26 de l'arrêté ministériel sus-visé, l'exploitant établit et met en place dans les plus brefs délais un nouveau plan de fonctionnement des aérogénérateurs permettant de garantir le respect des valeurs limites de l'arrêté ministériel sus-visé. Il s'assure de son efficacité en réalisant un nouveau contrôle dans les 6 mois suivant la mise en œuvre du nouveau plan de fonctionnement. Les dispositions mises en œuvre, ainsi que les éléments démontrant leur efficacité, font l'objet d'un rapport tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce contrôle initial est effectué indépendamment des contrôles ultérieurs ponctuels que l'Inspection des installations classées pourra demander.</p> <p>Constats : L'exploitant a transmis par mail du 18/01/2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un rapport de contrôle acoustique du bureau d'étude JLBI daté du 06/01/2021 : mesures effectuées du 17/12/2020 au 4/01/2021. Ce rapport laisse apparaître des dépassements du seuil réglementaire d'émergence en période nocturne au niveau de la ZER n°2. Un plan de fonctionnement des éoliennes en période nocturne est nécessaire. Les niveaux réglementaires sonores en périmètre ICPE sont respectés et aucune tonalité marquée n'est relevée. - un rapport de contrôle acoustique du bureau d'étude JLBI daté du 11/01/2023 : mesures effectuées au niveau de la ZER n°2, du 19/12/2022 au 23/01/2023, après application d'un plan de régulation des éoliennes en période nocturne : aucun dépassement d'émergence réglementaire n'est alors constaté. <p>Par mail du 07/10/2022, l'exploitant indique que les étriers de frein du système d'orientation des machines ont été changés pour les éolienne 3 et 4. Il a transmis, le 15/11/2022, des documents justifiant de travaux réalisés sur ces deux machines.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>
--

N° 3 : RA- Maintenance des éoliennes – suite précédente visite du 27/07/2022

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des SIS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Constats : La liste des SIS a été transmise par mail du 30/08/22. Elle répond aux exigences de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Accès aux installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès aux installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Les accès à l'aérogénérateur visité (n°88132) et au poste de livraison (également visité) sont maintenus fermés à clef.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Consignes de sécurité (affichage terrain)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Affichage consignes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Le panneau à l'entrée de l'accès à l'éolienne visitée (n°88132) est en place et affiche les consignes requises.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Maintenance des éoliennes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Tests d'arrêts et équipements électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant la mise en service industrielle d'un aérogénérateur, l'exploitant réalise des essais permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre l'aérogénérateur en sécurité. Ces essais comprennent : <ul style="list-style-type: none">- un arrêt ;- un arrêt d'urgence ;- un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt

depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : L'exploitant a fourni : <ul style="list-style-type: none"> - Un tableur de suivi des maintenances qui relève les dates des deux dernières maintenances principales et maintenances dites "Safety tests" (réalisées en même temps): 08/09/2021 et 04/08/2022 pour E1 07/09/2021 et 17/08/2022 pour E2 10/09/2021 et 19/08/2022 pour E3 15/09/2021 et 25/08/2022 pour E4 14/09/2021 et 31/08/2022 pour E5 La fréquence de maintenance est respectée, selon ce tableau. - les rapports de maintenance annuelle et "Safety tests" pour les 5 éoliennes du parc, réalisées en 2022 : ces rapports présentent les points de vérification des tests d'arrêt d'urgence et depuis un régime de survitesse et ne relèvent aucun défaut concernant ces points. L'arrêt simple des éoliennes est effectué avant toute intervention de maintenance sur les machines.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Maintenance des éoliennes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Brides, mât
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : L'exploitant a fourni : <ul style="list-style-type: none"> - Un tableur de suivi des maintenances qui relève les dates des deux dernières maintenances principales : 08/09/2021 et 04/08/2022 pour E1 07/09/2021 et 17/08/2022 pour E2 10/09/2021 et 19/08/2022 pour E3 15/09/2021 et 25/08/2022 pour E4 14/09/2021 et 31/08/2022 pour E5 La fréquence de maintenance est respectée, selon ce tableau. - les rapports de maintenance annuelle pour les 5 éoliennes du parc, réalisées en 2022 : ces rapports indiquent les points de contrôle des brides de fixation, notamment au niveau du rotor, de l'intérieur et de l'extérieur de la tour. Au cours de cette maintenance et selon ces rapports, le contrôle a été visuel pour 100 % des brides. Il n'est pas relevé de non-conformité sur ces points de contrôles. <p>A noter que le registre de maintenance à l'intérieur de l'éolienne visitée mentionne la réalisation d'une maintenance T2 (à six mois) au 10/01/2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Maintenance des éoliennes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18

Thème(s) : Risques accidentels, Pales
--

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
--

Constats :

L'exploitant a fourni :

- Un tableur de suivi des maintenances qui relève les dates des deux dernières maintenances principales :

08/09/2021 et 04/08/2022 pour E1

07/09/2021 et 17/08/2022 pour E2

10/09/2021 et 19/08/2022 pour E3

15/09/2021 et 25/08/2022 pour E4

14/09/2021 et 31/08/2022 pour E5

Une vérification complémentaire des pales a eu lieu le 28/06/2022 pour les 5 machines.
--

La fréquence de maintenance est respectée, selon ce tableau.
--

- les rapports de maintenance annuelle pour les 5 éoliennes du parc, ainsi que les rapports de contrôles complémentaires des pales pour 4 éoliennes (n°81132 à 81135), réalisés en 2022 : ces rapports indiquent les points de contrôle de vérifications visuelles des pales. Les rapports complémentaires présentent une grille de hiérarchisation des défauts (5 niveaux de défaut avec intervention spécifique nécessaire pour les niveaux 4 et 5) et des schémas de pale pour localisation des défauts éventuellement constatés. Des défauts de niveau 1, 2 et 3 ont été relevés sur les pales de l'éolienne n°81135. Ceux-ci sont situés dans le rapport à l'aide de photos. Pas d'autres défauts relevés dans les autres rapports fournis.
--

Type de suites proposées : Sans suite
--

Proposition de suites : Sans objet
